

**Accord collectif**

**FONDS D'ASSURANCE FORMATION  
DES PROFESSIONS LIBÉRALES**

**(28 octobre 1992)**

(Etendu par arrêté du 15 décembre 2000)

**AVENANT N° 1 DU 6 DÉCEMBRE 2007  
À L'ACCORD DU 15 NOVEMBRE 2000 RELATIF À L'OPCA-PL**

NOR : ASET0850706M

Les partenaires sociaux signataires de l'accord du 15 novembre 2000 décident d'apporter les modifications suivantes au texte dudit accord, notamment pour le mettre en conformité avec le contenu de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004.

**PRÉAMBULE**

Est ajouté aux considérants un 4<sup>e</sup> alinéa ainsi rédigé :

« Considérant l'accord du 28 février 2005 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des salariés des professions libérales. »

**Article 2**

*Mission de l'OPCA-PL*

Au 2<sup>e</sup> alinéa, est introduit un 2<sup>e</sup> point nouveau ainsi rédigé :

« Rechercher tous fonds complémentaires de financement autorisés par la législation en vigueur. »

Le 3<sup>e</sup> point est ainsi modifié :

« Exercer un rôle de conseil auprès :

- des salariés qu'il informe régulièrement de leurs droits en matière de formation et sur les possibilités de stages correspondant à leurs besoins ;
- des employeurs qu'il aide à construire, à mettre en œuvre et à suivre leur plan de formation en fonction des besoins des entreprises ;

- des commissions paritaires nationales de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) de chaque profession qu'il assiste et informe pour la définition des objectifs prioritaires, pour le recensement des besoins, pour la mise en place d'une stratégie de "gestion prévisionnelle des emplois" au niveau de la branche. »

### Article 3

#### *Conseil de gestion*

3.2. Le 2<sup>e</sup> alinéa est ainsi modifié :

« Le conseil de gestion :

Dans le cadre des dispositions du livre IX du code du travail, et dans le respect des règles communes arrêtées ;

Délibère et émet tous votes sur les différents actes que la personnalité civile permet d'accomplir ;

Agit au nom de l'organisme. Il établit le budget, arrête les comptes et assure l'exécution des mesures prises ou à prendre pour l'observation des statuts ;

Chaque année, à la fin de l'exercice social, il approuve les comptes et présente aux pouvoirs publics un compte rendu d'activité et tous documents prévus à l'article R. 964-1-9 du code du travail ;

Fixe le taux annuel des frais de gestion sur la collecte ;

Répartit les fonds, ventilés branche par branche, entre les sections, sans que la ressource de chacune des professions puisse être inférieure à sa collecte annuelle, déduction faite des frais de gestion éventuels ;

Examine et vote les orientations, présentées branche par branche, concernant le financement :

- des actions de professionnalisation (contrats et périodes) ;
- du droit individuel à la formation (DIF) ;
- le cas échéant, les frais de fonctionnement de centres de formation des apprentis (CFA) dans le respect de la législation en vigueur ;
- du plan de formation des entreprises, ventilé selon les types d'actions de formation définies à l'article L. 932-1 du code du travail ;
- les dispositifs de validation des acquis de l'expérience (VAE) dans le cadre de la législation en vigueur ;
- les bilans de compétences ;
- et plus généralement tous dispositifs légaux ou conventionnels ;

Vérifie la cohérence des budgets des sections et des règles de remboursement des dépenses de formation définies par les sections ;

Définit les règles d'accès aux fonds mutualisés ;

Examine et valide le projet et le budget des services recherche et développement et communication ;

Délègue, selon le cas, soit au bureau de l'OPCA-PL, soit au bureau de section, l'examen et la validation des demandes de financement de formations non prévues aux accords de branche ;

Met à disposition des sections un budget pour le financement de demandes particulières ;

Examine et vote les financements alloués à l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications dans les professions libérales, créé par l'accord du 28 février 2005 ;

Examine et valide les propositions de conventions de collecte à effectuer par des organismes tiers pour le compte de branches ;

Examine et valide les propositions de conventions de gestion à contractualiser avec des organismes tiers ;

Etablit le règlement intérieur de l'OPCA-PL, le modifie à la majorité des deux tiers ;

Assure l'application du plan comptable spécifique aux OPCA ;

Nomme le directeur et le directeur administratif et financier sur proposition du bureau. Définit, notamment, l'étendue et les domaines de la délégation de compétences qu'ils peuvent recevoir de la présidence ;

Désigne le commissaire aux comptes et son suppléant. »

#### Article 4

##### *Bureau*

4.2. Il est ainsi rédigé :

« La présidence assure la représentation de l'OPCA-PL à l'égard des tiers ; elle est notamment l'interlocutrice du fonds unique de péréquation. »

4.3. A la fin de l'alinéa est ajoutée la phrase :

« Il assure le suivi et l'arbitrage des projets de recherche et développement et en rend compte au conseil de gestion. »

#### Article 5

##### *Sections*

5.2. Le 1<sup>er</sup> alinéa est ainsi modifié :

« Chaque section dispose d'un bureau composé de 2 membres (1 titulaire et 1 suppléant) désignés par chaque organisation syndicale confédérée et d'autant de membres (titulaires et suppléants) désignés par les représentants des employeurs des professions concernées. En ce qui concerne les officiers publics et ministériels, ces représentants sont désignés par leur organisme national compétent. »

Est introduit un 3<sup>e</sup> alinéa ainsi rédigé :

« Conformément à l'article 3.2, prenant en compte les besoins exprimés par les professions, et notamment les commissions paritaires et les CPNEFP, le bureau de section, avant présentation au conseil de gestion, établit la liste des actions de formation prioritairement financées et leurs modalités de prise en charge en distinguant : ».

Les 2 derniers alinéas sont remplacés par les 3 alinéas suivants :

« – au titre de la professionnalisation, les contrats et périodes de professionnalisation, les actions d'accompagnement externe et de tutorat, le financement du DIF défini comme prioritaire dans les accords de branche ;

- au titre du solde de l'obligation légale, les actions dépendant du plan de formation des entreprises ventilées selon les trois types définis à l'article L. 932-1 du code du travail, les actions de VAE et de bilans de compétences, celles en complément d'autres dispositifs, le financement afférent à l'exercice du DIF.

Le bureau de section par délégation du conseil de gestion :

- définit et suit le budget de la section ;
- suit la mise en œuvre des projets de recherche et développement, pour les projets qui relèvent de la section ;
- examine et valide les demandes dérogatoires aux accords de branche ;
- établit et valide les cahiers des charges à partir desquels il sélectionne les organismes de formation et les programmes ; en suit la réalisation, en concertation avec la commission pédagogique, si elle existe. »

## Article 6

### *Ressources de l'OPCA-PL*

6.1. Le 1<sup>er</sup> alinéa est remplacé par la rédaction suivante :

« L'OPCA-PL a compétence pour recevoir et gérer l'ensemble des contributions employeurs relatives à l'obligation légale (art. L. 951-1 et L. 952-1 du code du travail), à l'exception de celles à verser aux OPACIF. »

Le 3<sup>e</sup> alinéa est ainsi modifié :

« L'OPCA-PL a vocation à recevoir toutes contributions, subventions, fonds complémentaires, dons et legs conformes à son objet. »

6.2. Les trois alinéas sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Pour la professionnalisation et le DIF :

- les entreprises de moins de 10 salariés versent à l'OPCA-PL la contribution conventionnelle ou, à défaut, la contribution légale ;
- les entreprises dont l'effectif est égal ou supérieur à 10 versent la contribution conventionnelle correspondante ou, à défaut, la contribution légale. »

6.3. L'alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour le solde de l'obligation légale ou conventionnelle versée au titre du plan :

- les entreprises de moins de 10 salariés versent à l'OPCA-PL la contribution conventionnelle prévue à cet effet ou, à défaut, la contribution légale ;
- les entreprises dont l'effectif est égal ou supérieur à 10 versent le solde de la contribution légale ou conventionnelle, déduction faite du taux de contribution destiné à l'organisme gestionnaire des fonds du congé individuel de formation (et du taux destiné à la professionnalisation et au DIF) et de leur utilisation directe dans les limites conventionnelles fixées. »

6.4. Est créé un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Pour les entreprises dont l'effectif est au moins égal à 10 salariés et au plus égal à 19 salariés, ces taux peuvent être éventuellement modulés en application des termes de l'article L. 951-1 du code du travail. A défaut de

dispositions particulières antérieurement prévues dans les accords de branche, ces taux ne peuvent être inférieurs aux taux conventionnels applicables aux entreprises de moins de 10 salariés, y compris en cas de franchissement du seuil de 10. »

## Article 7

### *Mutualisation*

L'article 7 est remplacé par la rédaction suivante :

« Les contributions destinées à financer la professionnalisation et le solde de l'obligation légale ou conventionnelle versée au titre du plan sont comptabilisées séparément dès leur versement.

Le conseil de gestion met à disposition de chacune des sections la collecte annuelle des professions qui en sont membres, en tenant compte éventuellement des frais de fonctionnement.

Au sein d'une même branche, bien que les contributions du solde de l'obligation plan des entreprises de plus et de moins de 10 salariés soient comptabilisées séparément, il peut être, en tant que de besoin, procédé à une mutualisation élargie dans les conditions prévues dans les textes législatifs et réglementaires en vigueur pour permettre aux entreprises de moins de 10 salariés de bénéficier de la collecte effectuée auprès des entreprises de 10 salariés et plus.

Au plus tard au 31 décembre de chaque année, les reliquats, selon leur origine, sont mutualisés au sein d'un fonds mutualisé général, placé sous l'autorité du conseil de gestion. Celui-ci fixe chaque année les critères d'attribution de ce fond mutualisé, il examine les demandes des sections et décide de l'utilisation du fonds.

Le conseil de gestion, pour faire face aux besoins exceptionnels de formation des entreprises de moins de 10 salariés (ex : nouvelle loi, nouveau besoin, etc.) des professions, qui auront, dans le cadre de leur convention collective, fixé, pour tout ou partie de ces entreprises, un taux contributif total supérieur au taux légal et pour lesquelles un versement de reliquat au fonds mutualisé plan moins de 10 aura été effectué, pourra mobiliser tout ou partie de ce reliquat, notamment pour financer un programme pluriannuel. »

Les articles 8 « Révision » et 9 « Durée, dénonciation » sont supprimés et remplacés par un article 8 nouveau intitulé « Durée. – Révision. – Dénonciation » ainsi rédigé :

## « Article 8

### *Durée. – Révision. – Dénonciation*

#### 8.1. Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

#### 8.2. Révision

Toute organisation syndicale représentative au niveau national interprofessionnel signataire du présent accord, ou y ayant adhéré ultérieurement dans les conditions de l'article L. 132-9 du code du travail, pourra en demander la révision à tout moment.

A cet effet, elle adressera à chacun des autres signataires une lettre recommandée ou contre récépissé précisant les points sur lesquels une modification est souhaitée et qui sera accompagnée d'un projet de texte.

A l'initiative de la partie patronale, aura lieu, dans les 3 mois suivant la date de première présentation de cette lettre, une première réunion de négociation à laquelle seront invitées toutes les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel.

Au cas où l'avenant de révision serait approuvé par tous les signataires du présent accord et par tous ceux qui y auront adhéré ultérieurement en totalité, ses dispositions se substitueront de plein droit à celles qu'il modifie, conformément à l'article L. 132-7, alinéa 3, du code du travail, une fois écoulé le délai d'opposition de 15 jours après notification dudit avenant tel que prévu par l'article L. 132-2-2-I du code du travail.

Dans le cas contraire, les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel, non signataires, disposeront d'un délai de 15 jours, à compter de la date de notification dudit avenant, pour faire savoir si elles s'opposent à son entrée en vigueur dans les conditions prévues par l'article L. 132-2-2-V du code du travail. La non-opposition notifiée aux signataires, dans le délai et les conditions précités, aura pour effet la substitution immédiate de l'avenant de révision au présent accord à l'issue de ce délai.

### 8.3. Dénonciation

Le présent accord pourra être dénoncé par les parties signataires, partiellement ou totalement et à tout moment, sous respect d'un préavis de 3 mois et des dispositions de l'article L. 132-8 du code du travail.

Dans le délai de 3 mois suivant l'issue du préavis, si la dénonciation émane de la totalité des signataires employeurs ou des signataires salariés, les parties se rencontreront à l'initiative de l'une ou l'autre, en vue de négocier un accord de substitution.

Tant que celui-ci ne sera pas conclu et au plus tard dans le délai de 1 an, le présent accord continuera à s'appliquer.

A défaut de signature d'un accord de substitution, le conseil de gestion désignera en son sein un comité paritaire composé, en principe, des membres du bureau, en vue de procéder aux opérations de liquidation de l'OPCA-PL, dans le strict respect des dispositions légales et réglementaires concernant les OPCA. »

Il est créé un article 9 nouveau intitulé « Portée de l'accord » :

#### « Article 9

##### *Portée de l'accord*

9.1. Les signataires du présent accord décident de conférer une valeur impérative à l'ensemble des dispositions dudit accord.

9.2. En conséquence, les accords de branche ou d'entreprise relevant du champ du présent accord, qui seront signés postérieurement au présent accord, ne pourront pas comporter de dispositions y dérogeant en tout ou partie, en application de l'article L. 132-13, alinéa 1<sup>er</sup>, du code du travail (pour les accords de branche) et de l'article L. 132-23, alinéa 4, du code du travail (pour les accords d'entreprise).

9.3. S'agissant des accords de branche ou d'entreprise relevant du champ du présent accord qui sont déjà signés au moment de la conclusion du présent accord, les parties invitent leurs signataires à en adapter, le cas échéant, les clauses si celles-ci s'avèrent moins favorables aux salariés que celles du présent accord, conformément aux articles L. 132-13, alinéa 2, du code du travail (pour les accords de branche) et L. 132-23, alinéa 2, du code du travail (pour les accords d'entreprise).

9.4. Toutefois, les parties soulignent que, conformément à l'article L. 132-23, alinéa 3, du code du travail, les dispositions du présent accord qui sont relatives à la mutualisation des fonds de la formation professionnelle, à savoir au régime de collecte et à l'usage des fonds par l'OPCA-PL (art. 3, 5, 6, 7 du présent accord), ne sont en aucun cas susceptibles de dérogation par des accords couvrant un champ territorial ou professionnel moins large que celui du présent accord. »

Il est créé un article 10 nouveau intitulé « Notification. – Entrée en vigueur et dépôt » :

#### « Article 10

##### *Notification. – Entrée en vigueur et dépôt*

###### 10.1. Notification

Le présent accord sera notifié par l'UNAPL, ou à défaut par la partie la plus diligente des signataires, à l'ensemble des organisations syndicales de salariés représentatives.

###### 10.2. Entrée en vigueur

A défaut d'opposition au présent accord, exprimée dans les conditions et délais prévus par l'article L. 132-2-2-V du code du travail, ses dispositions seront applicables à compter du jour qui suivra son dépôt.

###### 10.3. Dépôt

Ce dépôt s'effectuera à la direction des relations du travail située 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, à la diligence de l'UNAPL, une fois expiré le délai de 15 jours suivant la date de notification du présent accord à l'ensemble des organisations syndicales de salariés représentatives, ou éventuellement suivant la date de notification la plus tardive si le texte n'a pu être notifié à toutes les organisations le même jour, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Le dépôt du présent accord s'effectuera en deux exemplaires, dont une version sur support papier et une version sur support électronique, qui seront accompagnés de la justification de notification du texte de l'accord à l'ensemble des organisations syndicales représentatives, transmise éventuellement par voie électronique, conformément à l'article R. 132-1 du code du travail. »

Il est créé un article 11 nouveau intitulé « Extension » :

#### « Article 11

##### *Extension*

Les parties signataires conviennent que le dépôt du présent accord sera accompagné d'une demande d'extension de ses dispositions.

Par conséquent, les dispositions du présent accord seront rendues obligatoires, sans préjudice des réserves éventuellement fixées par l'arrêté d'extension, à l'ensemble des salariés et employeurs compris dans son champ d'application territorial et professionnel, tel que déterminé à l'annexe de l'accord du 15 novembre 2000, dans les conditions prévues par l'article L. 133-8 du code du travail. »

Il est créé un article 12 nouveau intitulé « Publicité » :

#### « Article 12

##### *Publicité*

Afin d'assurer la diffusion des dispositions du présent accord, les parties signataires décident que la version consolidée de l'accord du 15 novembre 2000 portant transformation du FAF-PL en OPCA-PL, modifié par son avenant n° 1, devra être mise à la disposition des salariés et des employeurs couverts par cet accord par tous moyens, et notamment par l'intermédiaire des sites internet [www.opcapl.com](http://www.opcapl.com) et [www.unapl.org](http://www.unapl.org).

De plus, les parties signataires rappellent que, conformément à l'article L. 135-7 du code du travail, tout employeur devra informer ses salariés, par voie d'affichage, de l'existence dudit accord, en tenir un exemplaire à jour à leur disposition, et enfin signaler cet accord dans la notice d'information sur les textes conventionnels applicables remise à tout salarié au moment de son embauche.

A ces prescriptions s'ajoutera l'obligation, pour les entreprises dotées d'un intranet, d'y mettre à la disposition de leurs salariés ledit accord consolidé.

Ces dispositions ne s'appliqueront cependant qu'à défaut de conditions particulières prévues par accord de branche, concernant les modalités d'information du personnel sur le droit applicable dans l'entreprise. »

Fait à Paris, le 6 décembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

Union nationale des professions libérales (UNAPL).

#### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;  
CFE-CGC ;  
CFTC ;  
CGT ;  
CGT-FO.